



CONSEIL MUNICIPAL DE LARAJASSE

SEANCE DU 20 Octobre 2016

DELIBERATION N°2016-63 : Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Membres en exercice : 16	L'an deux mille seize, le vingt octobre, à 20h, le conseil municipal, dûment convoqué en date du quatorze octobre 2016, s'est réuni en Mairie de Larajasse sous la présidence de Monsieur Fabrice BOUCHUT, Maire.
Présents : 13 Votants : 15	Etaient présents : Fabrice BOUCHUT, Claude GOY, Marie-Andrée COUTURIER, Franck GUILLON, Geneviève FAYOLLE, Marie Christine PONCET, Jean Michel CALVI, Christine DENIS, Anne Sophie BOUTEILLE, Franck ESSERTEL, Anne DITCHFIELD, Christiane FONT, Karine FONT
Ont voté : 15	
Pour : 15	Absents :
Contre : 0	Excusés : Lionel MILETIC, Régis GUINAND, Jérôme GUBIEN
Abstention : 0	Pouvoirs : Lionel MILETIC à Franck ESSERTEL, Régis GUINAND à Fabrice BOUCHUT
	Secrétaire de séance (L2121-15 CGCT) : Claude GOY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003 qui modifie les procédures et le contenu des documents d'urbanisme.

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (portant engagement national pour l'Environnement) qui a renforcé l'exigence de prise en compte, par les documents d'urbanisme, des objectifs de développement durable

Vu la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche qui a notamment accru l'exigence de préservation des espaces agricoles

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové qui a favorisé la densification en zone urbaine, pour construire là où sont les besoins, lutté contre l'étalement urbain et accompagné le développement de l'habitat léger

Vu les articles L.151-1 à L.151-3 et les articles L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme

Vu le PLU approuvé par délibération du 13 Octobre 2011, modifié à trois reprises, date de la dernière mise à jour le 01/02/2016

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par délibération du Comité Syndical du SCOT en date du 11 octobre 2016

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les dispositions de la loi du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État et ses décrets d'application ont transféré aux communes les compétences en matière d'urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que le Schéma de Cohérence Territoriale applicable au territoire a été approuvé par délibération du Comité Syndical du SCOT en date du 11 octobre 2016. Il est ainsi nécessaire de prescrire la révision générale du PLU afin de le rendre compatible avec la législation en vigueur et le Schéma de Cohérence Territoriale.

Monsieur le Maire explique qu'il est nécessaire d'actualiser le PLU afin de répondre au mieux à l'évolution des besoins de la collectivité.

La révision du PLU doit remplir divers objectifs poursuivis par la commune :

- Préserver les espaces naturels et agricoles en priorisant une gestion économe de l'espace
- Maitriser l'urbanisation qui sera recentrée autour des trois villages en assurant un développement cohérent et durable, respectueux de l'environnement et en accord avec les ambitions TEPCV du territoire (territoire énergie positive croissance verte)
- Préserver l'agriculture, tout en permettant de changer l'affectation des bâtiments agricoles restant vacants suite à l'arrêt de l'activité si ces bâtiments présentent un intérêt architectural et patrimonial et respectant la distance des 100 mètres par rapport à l'exploitation agricole la plus proche
- Maintenir un taux de croissance acceptable pour la Commune en conformité avec le Schéma de Cohérence Territoriale. Cette croissance sera adaptée aux capacités de la commune en matière d'équipements et d'infrastructures
- Développer l'emploi local en favorisant les évolutions des activités existantes et l'accueil de nouvelles activités
- Favoriser les activités d'accueil touristique, notamment avec la création de la Maison du Randonneur
- Mettre en application les recommandations du plan paysage du SCOT et mettre en valeur, dans la mesure du possible, nos sommets, lignes de crêtes et têtes de vallon
- Réviser les règlements des différentes zones en accord avec les nouvelles lois sur l'urbanisme et prescriptions du SCOT des Monts du Lyonnais, et la volonté de la municipalité

Les modalités de concertation en application des dispositions de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, afin d'associer, pendant la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes sont les suivantes :

- Tenue de réunions publiques d'information
- Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure aux heures et jours d'ouverture de la Mairie
- Informations sur le site internet de la commune : <http://www.larajasse.fr/>
- Mise à disposition en Mairie de documents présentant le projet de révision du PLU
- Les observations pourront être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans le registre
- Articles dans le bulletin municipal ou dans le Larajasse Info

La Commune se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avère nécessaire. A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

Après avoir entendu l'exposé de M. Le Maire, puis en avoir débattu, le Conseil Municipal **décide** :

- **de prescrire** l'élaboration sur l'ensemble du territoire communal d'un Plan Local d'Urbanisme,
- **d'exercer** si nécessaire la faculté d'opposer un sursis à statuer, selon les formes et conditions édictées par l'article L 123-6 du code de l'urbanisme,
- **d'autoriser** M. Le Maire à engager une consultation de bureaux d'études en urbanisme afin de choisir le cabinet d'études qui sera chargé de l'assistance, du conseil et des études liées à la révision du PLU
- **de donner autorisation** à M. le Maire de signer tout acte nécessaire pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU, et notamment à signer le contrat avec le bureau d'études qui sera chargé de réaliser les études nécessaires à la révision
- **de solliciter** de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision du PLU
- **de lancer** la concertation prévue à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme avec les habitants, les associations locales, les personnes publiques associées ainsi que les autres personnes concernées selon les modalités suivantes :
 - Tenue de réunions publiques d'information
 - Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure aux heures et jours d'ouverture de la Mairie
 - Informations sur le site internet de la commune : <http://www.larajasse.fr/>
 - Mise à disposition en Mairie de documents présentant le projet de révision du PLU

- Les observations pourront être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans le registre
- Articles dans le bulletin municipal ou dans le Larajasse Info

Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'élaboration du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département

Pour : 15

Contre :

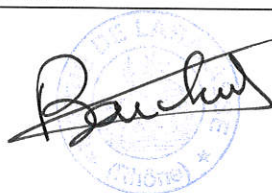
0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré les jours, mois, ans et heures que susdits
et ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Fabrice BOUCHUT



Accusé de réception en Préfecture

Identifiant unique de l'acte : 069-216901108-20161020-2016-65-DE

Date de télétransmission : 21/10/2016

Date de réception en Préfecture : 21/10/2016

Date d'affichage : 21/10/2016